

action concrète, l'Éthiopie pourra atteindre un niveau de vie décent qui lui permettra de faire face aux catastrophes de ce genre à l'avenir. L'Éthiopie a pour objectif de se suffire à elle-même et le projet de résolution l'aidera beaucoup à y parvenir.

66. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil a achevé l'examen du point 2 de l'ordre du jour.

### *Déclaration du Président*

67. Le PRÉSIDENT informe les membres qu'il a envoyé, au nom du Conseil, un télégramme au Président de la quatrième session de la CNUCED.

*La séance est levée à 18 heures.*

## 1996<sup>e</sup> séance

Vendredi 7 mai 1976, à 11 h 15.

*Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).*

E/SR.1996

### *Expression de sentiments de sympathie à l'occasion du tremblement de terre survenu en Italie du Nord*

1. Le PRÉSIDENT, prenant la parole au nom du Conseil, prie le représentant de l'Italie de transmettre ses sentiments de profonde sympathie à son gouvernement ainsi qu'à la population italienne et aux familles éprouvées par le tremblement de terre qui a bouleversé l'Italie du Nord.

2. M. ROSSI (Italie) déclare que le Gouvernement et le peuple italiens apprécient sincèrement les témoignages de sympathie du Conseil et les sentiments d'amitié des membres du Conseil pour la nation italienne.

### POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Assistance au Mozambique (E/5812 et Add.1)

3. M. FARAH (Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales), prenant la parole au nom du Secrétaire général, rappelle qu'il a fait partie de la Mission envoyée au Mozambique pour évaluer la situation créée par la décision du Gouvernement mozambicain d'appliquer des sanctions à la Rhodésie du Sud, en conformité rigoureuse avec la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité. L'objet de cette évaluation était de préparer le terrain en vue d'organiser l'assistance que le Conseil avait demandé au Secrétaire général de fournir, en collaboration avec les organismes compétents du système des Nations Unies, au Mozambique pour lui permettre de surmonter les difficultés créées par l'application par ce pays des sanctions prévues dans la résolution 386 (1976). Il s'agissait d'un programme d'aide financière, économique et technique orienté vers les besoins immédiats et à long terme de ce pays nouvellement venu à l'indépendance. Le rapport de la Mission (voir E/5812 et Add.1) a été présenté au Conseil et M. Farah a étudié ses conclusions avec la délégation du Gouvernement mozambicain.

4. Passant en revue les faits saillants exposés dans le rapport, M. Farah souligne que, en raison de la politique de la puissance coloniale qui a consisté à intégrer l'économie du Mozambique à celle du Portugal et de la Rhodésie du Sud, il est urgent de fournir au Mozambique, outre l'aide financière dont il a besoin pour compenser les effets des sanctions prises contre le régime Smith, une aide au développement qui l'aidera à re-

structurer son économie. Les difficultés du Mozambique ont été aggravées par le départ du personnel professionnel et technique expatrié dont le pays a besoin pour maintenir à leur niveau actuel les services économiques et sociaux. A longue échéance, la crise ne pourra être surmontée que par un programme de développement économique et social qu'il s'agira de lancer dans l'avenir immédiat dans certains domaines d'activité prioritaires qui ont été proposés à la Mission.

5. L'application des sanctions se traduira pour le Mozambique par des pertes directes énormes. Le Mozambique perdra les revenus qu'il tirait du commerce de transit et la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud lui fera perdre les revenus tirés des exportations vers ce pays; outre cela, le courant des importations en provenance de régions autres que la Rhodésie du Sud a été profondément perturbé. Le Mozambique a déjà essuyé des pertes sérieuses en ce qui concerne les devises étrangères résultant du tourisme et des remises de fonds des travailleurs émigrés en Rhodésie du Sud. Les sanctions auront pour effet d'aggraver le déficit commercial chronique du Mozambique et de l'obliger à payer beaucoup plus cher, sur les autres marchés, de nombreux produits qu'il importait jusque-là de la Rhodésie du Sud à des prix relativement avantageux. La Mission estime que le déficit de la balance commerciale augmentera chaque année de 16 millions de dollars au moins et que les pertes financières directement encourues à la suite de l'application des sanctions oscilleront entre 110 et 135 millions de dollars par an, auxquels il faudra ajouter chaque année 30 millions de dollars pour la mise en œuvre de projets de première urgence.

6. Outre ces pertes directes, le pays subira d'importantes pertes indirectes entraînées par les perturbations des secteurs économique et social et par la nécessité de réaménager les priorités du gouvernement.

7. Le rapport de la Mission donne des indications sur les types de marchandises, de matériel et d'équipement dont le pays a un besoin urgent et évalue le déficit commercial des deux prochaines années à plus de 275 millions de dollars, non compris le coût des importations requises d'urgence, et des projets de développement nécessités par les sanctions. Il conviendra de fournir une aide financière importante pour aider le pays à combler, pendant cette même période,

le déficit de sa balance des paiements qui oscillerait entre 175 et 200 millions de dollars. Le rapport contient également des suggestions sur le matériel de transport et les pièces accessoires dont le pays a un besoin urgent et sur les projets à mettre en œuvre d'urgence en ce qui concerne l'approvisionnement en électricité et en eau, les télécommunications, et la production alimentaire destinée à remplacer les importations, maintenant que le Mozambique ne peut plus compter sur la Rhodésie du Sud pour ses importations de vivres. Le Gouvernement mozambicain a remis à la Mission une longue liste de projets et de programmes qui seront éventuellement incorporés à un plan de développement national général (voir E/5812/Add.1).

8. La situation de la main-d'œuvre au Mozambique est extrêmement critique. Avant l'indépendance, la plupart des emplois spécialisés et semi-spécialisés dans le commerce, l'industrie et les services gouvernementaux étaient occupés par des expatriés. Ceux-ci ont maintenant quitté le pays et le système d'enseignement n'a pas été conçu pour permettre aux autochtones d'acquérir les compétences qui leur permettraient de les remplacer. D'après une première estimation portant sur un petit nombre seulement de ministères et d'organismes, 650 postes de professionnels et de techniciens seraient à pourvoir. La communauté internationale devra répondre énergiquement à l'appel du gouvernement et l'aider à recruter le personnel dont il a besoin.

9. Pour coordonner les offres de contribution au programme d'assistance financière, matérielle et technique destiné au Mozambique, le Gouvernement mozambicain est en train de constituer au sein de son ministère du développement et de la planification économiques un service dont l'homologue fonctionnera à New York. On s'adressera à ces deux services pour obtenir des renseignements et de la documentation sur les programmes et les projets intéressant le Mozambique. En outre, la Mission a signalé que le système fiscal et bancaire du Mozambique serait incapable de mobiliser des ressources locales au cours des années à venir et qu'il serait donc nécessaire de fournir une assistance sous forme de soutien au budget.

10. Il est tout à fait conforme à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies que le Mozambique se fie à la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies, pour alléger le fardeau dont il s'est chargé en s'acquittant de ses obligations internationales. La communauté internationale ne saurait accepter qu'un pays en développement soit pénalisé pour avoir défendu une cause proclamée juste par l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation fournit déjà une assistance limitée mais il reste encore beaucoup à faire; c'est pourquoi le Secrétaire général a adressé un appel urgent d'aide auquel M. Farah espère que les gouvernements répondront généreusement.

11. Le PRÉSIDENT, agissant conformément à l'article 72 du règlement intérieur, invite le Ministre adjoint des affaires étrangères de la République populaire du Mozambique à s'adresser au Conseil.

12. M. PANGUENE (Mozambique) remercie le Secrétaire général de la sollicitude dont il a fait preuve à l'égard de la population du Mozambique en envoyant une mission pour étudier les besoins d'assistance internationale découlant de la stricte application par le

Mozambique de sanctions contre le régime illégal de Smith. La promptitude avec laquelle le Secrétaire général a agi confirme l'intérêt qu'il prend à la lutte de libération nationale du Zimbabwe et permet d'espérer qu'il donnera suite aux décisions concrètes que le Conseil pourrait adopter sur la question dont il est saisi. M. Panguene tient également à remercier publiquement chacun des membres de la Mission pour le travail compétent qu'elle a accompli dans des conditions difficiles ainsi que pour son excellent rapport. Enfin, M. Panguene exprime sa reconnaissance pour l'aide fournie au Mozambique par les Nations Unies, l'OUA, le Commonwealth, la Ligue des Etats arabes et les pays qui se sont engagés à apporter leur soutien.

13. En rompant toutes relations avec le régime raciste de Ian Smith et en appliquant pleinement les sanctions prévues pour hâter la liquidation de ce régime, la population du Mozambique s'est acquittée d'une responsabilité qui incombe à la communauté internationale tout entière, mais aussi elle a agi dans son propre intérêt, en ce sens que sa libération n'est pas achevée et qu'elle sera menacée tant que le Mozambique aura une frontière commune avec un pays gouverné par un régime qui constitue une menace à la paix et à la sécurité en Afrique et dans le monde entier. Etant donné l'évolution récente de la situation en Rhodésie du Sud et l'intransigeance croissante du régime Smith, la lutte armée est la seule option qui reste au peuple de ce pays pour faire respecter ses droits de l'homme et sa dignité. C'est dans ce contexte que doit être conçue l'aide internationale destinée à compenser les effets des sanctions.

14. La dépendance économique du Mozambique à l'égard de la Rhodésie du Sud plonge ses racines dans l'histoire et dans l'impuissance des colonialistes portugais à exploiter la richesse de ce pays en raison de la faiblesse de l'économie portugaise avant les années 60. En raison de cette situation, les colonialistes exportaient ce qu'ils pouvaient vers la métropole, plaçaient l'ensemble du développement économique entre les mains d'intérêts étrangers et utilisaient de force la population de ce pays comme main-d'œuvre à qui l'on refusait les avantages que l'étranger tirait de l'exploitation du pays. Le système de transport ferroviaire a été conçu pour exporter les richesses du pays et servir ainsi les intérêts colonialistes, avant d'être par la suite adapté aux besoins des pays voisins. Des recettes en devises étrangères ont été tirées des services ferroviaires et portuaires rendus à ces pays voisins et représentaient 25 p. 100 du total des recettes annuelles en devises : 100 millions de dollars, dont 40 millions tirés du trafic avec la Rhodésie du Sud. En outre, quelque 80 000 travailleurs avaient émigré du Mozambique pour trouver un emploi en Rhodésie du Sud et leurs familles dépendaient pour survivre de leurs envois en espèces ou en nature. Les colonialistes portugais ont bloqué tous les aspects du développement économique qui ne servaient pas leurs propres intérêts, ont créé un déficit alimentaire en favorisant les cultures d'exportation et ont forcé le pays à dépendre pour son alimentation de ses achats à la Rhodésie du Sud. Cette situation s'est aggravée à la suite de l'application de sanctions contre ce pays voisin et elle oblige le Mozambique à restructurer son économie, à remplacer ses importations et à trouver des marchés nouveaux offrant des prix concurrentiels.

15. Du point de vue de la reconstruction nationale, le pays se ressent surtout de la pénurie de personnel de niveau intermédiaire capable de remplacer les Portugais complices du régime colonial, qui ont quitté le pays. Le Mozambique manque en particulier de techniciens capables d'assurer la formation des travailleurs mozambicains, auxquels les colonialistes ont refusé la possibilité d'améliorer leur qualification professionnelle, et le pays a impérativement besoin de recevoir une aide financière qui lui permette de recruter ce personnel technique, de préférence dans des pays dotés d'une expérience analogue à celle du Mozambique. Des fonds de secours sont également requis pour permettre au pays de faire face au chômage général consécutif au déclin de l'activité économique, qui jusqu'à présent était largement tributaire de la Rhodésie du Sud, et de trouver un substitut au système de communication avec la Rhodésie du Sud, maintenant désorganisé.

16. Seuls des dons — qui ne doivent pas être assimilés à un dédommagement des pertes effectivement subies — pourront contrebalancer l'incidence des sanctions sur l'économie de la République populaire du Mozambique. Le pays ne pourra assurer son indépendance et sa croissance économique que grâce à des investissements s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie d'ensemble. M. Panguene exprime l'espoir que la communauté internationale manifesterait généreusement son soutien et que le Conseil adopterait des résolutions qui contribueraient efficacement à alléger les besoins les plus impérieux, ainsi que le suggère le rapport de la Mission. Enfin, M. Panguene espère que l'aide accordée prendra le plus souvent possible la forme de dons d'origine bilatérale et multilatérale.

17. Le PRÉSIDENT propose que la liste des orateurs désirant intervenir sur le point examiné soit close le vendredi 7 mai à 15 heures, et que les projets de résolution relatifs à cette question soient déposés avant le lundi 10 mai au matin.

18. M. SILWIZYA (Zambie) dit que le Conseil économique et social se devait d'aborder la question de l'action d'une aide internationale à la République populaire du Mozambique, à la suite de la courageuse décision prise par cette dernière, en parfaite conformité avec les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, d'imposer des sanctions au régime illégal et minoritaire de Ian Smith en Rhodésie du Sud. L'examen par le Conseil de cette question à la séance en cours constitue un pas nécessaire et logique vers l'application de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 17 mars 1976.

19. C'est avec beaucoup de sérieux que la Zambie considère la question de l'aide internationale au Mozambique, et elle est convaincue qu'il est d'importance cruciale que la communauté internationale pourvoie immédiatement et avec générosité aux besoins du Mozambique, tels qu'ils sont décrits en détail dans la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Mozambique et dans l'excellent rapport du Secrétaire général qui renferme le rapport de la Mission envoyée dans le pays, conformément à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, afin de déterminer l'étendue des besoins du Mozambique en

matière d'assistance à court et à long terme. M. Silwizya félicite le Secrétaire général et les membres de la Mission et ne doute pas que le rapport établi par la Mission aide considérablement le Conseil économique et social dans sa recherche des modalités de l'assistance à fournir au Mozambique.

20. Parce qu'elle est le berceau du Zimbabwe, sa proximité avec la Rhodésie du Sud vaut à la Zambie de payer un lourd tribut. Jusqu'à ce jour, les sanctions ont à elles seules coûté près de 500 millions de dollars au pays, qui a reçu de la communauté internationale la modeste somme d'environ 22 millions de dollars. Le Zimbabwe n'étant pas encore né, ce coût élevé ne peut qu'augmenter et le fardeau imposé au peuple de Zambie s'alourdir dans l'avenir. Tel sera également le triste sort du Mozambique si la communauté internationale ne traite pas la question de l'assistance avec la gravité qu'elle mérite. Nul ne peut ignorer que le Mozambique et la Zambie portent à eux seuls le fardeau qui devrait revenir à toute la communauté internationale. Dans la mesure où les sanctions dirigées contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud sont directement inspirées de l'attitude adoptée par l'Organisation des Nations Unies, le Mozambique, en appliquant ces sanctions, se montre fidèle aux principes et aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, la libération du Zimbabwe est conforme à la Charte des Nations Unies.

21. En procédant à l'examen de la question dont il est saisi, le Conseil n'a pas simplement à se prononcer sur la question d'une assistance ordinaire accordée à un pays donné, mais plutôt sur l'efficacité de mesures clefs devant conduire à la libération du Zimbabwe. Ce n'est pas seulement la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie du Sud qui est en question, mais bien la réaffirmation du combat pour la libération de l'Afrique australe. En fait, le débat porte et doit porter sur la libération du Zimbabwe et du reste de l'Afrique australe. Il incombe à la communauté internationale de donner plus de force aux instruments qui ouvriront la voie à une libération. L'un des plus importants parmi ces instruments est le Mozambique. Tout pays africain qui, dans cette région, accède à l'indépendance, diminue d'autant le risque d'une conflagration. L'indépendance du Mozambique importe non seulement au peuple de ce pays mais également à la communauté internationale, à laquelle il appartient maintenant de confirmer ses engagements d'aide. C'est pourquoi la Zambie a déjà apporté son assistance au Mozambique afin de permettre à ce dernier de mieux remplir le rôle déterminant qu'il peut jouer dans la libération de l'Afrique australe. Cette assistance, qui a pu être fournie malgré les problèmes économiques auxquels la Zambie elle-même doit faire face, s'est traduite de maintes façons, par exemple par la fourniture de 100 000 sacs de maïs, par le concours d'un grand nombre de médecins et d'infirmières et celui de l'armée de l'air, dont les appareils ont transporté personnes et vivres à partir et à destination des zones inondées du Mozambique.

22. La Zambie, qui possède une frontière commune avec le Mozambique, s'intéresse sincèrement à la paix et à la stabilité de ce pays et à son développement économique et social. L'assistance qu'elle a fournie dépasse le cadre de l'assistance accordée à un pays voisin; elle représente l'engagement, sur le plan international, de porter aide à un partenaire dans la

part qu'il prend à la lutte pour la libération du reste de l'Afrique australe.

23. C'est l'existence d'une minorité blanche et d'un régime raciste en Rhodésie du Sud qui est à l'origine des problèmes du Mozambique. L'arrogance et l'intransigeance de ce régime constituent une menace sérieuse pour la paix et la sécurité de la région. Pour libérer son pays, la population du Zimbabwe n'a maintenant d'autre choix que la lutte armée. En fait, elle a déjà pris les armes et se livre à un vaillant combat. Comme on pouvait le prévoir, le régime illégal de Ian Smith a intensifié la répression brutale qu'il dirige contre la population du Zimbabwe, mobilise des effectifs importants et interne la population du Zimbabwe dans des camps de concentration qui ne sont pas sans rappeler l'époque nazie. Pour manifester son mépris total à l'égard des nationalistes du Zimbabwe, le régime de Ian Smith a sans vergogne fait entrer dans son prétendu cabinet des traîtres africains qui ne sont que fantoches et des hommes de paille se prétendant représentants du peuple africain. De telles manœuvres ne trompent personne et attirent sur leurs auteurs la condamnation de la communauté internationale. En outre, le régime de Ian Smith cherche à provoquer une confrontation directe avec les pays africains indépendants qui sont ses voisins et se prépare à une guerre qui lui permettrait d'exercer son droit de poursuite jusque par-delà la frontière des pays limitrophes. On ne peut pas demander à ces pays de rester indifférents, car ils ont le devoir de défendre la cause de la liberté et de la justice en Afrique australe aussi bien que de protéger leurs propres citoyens. M. Silwizya réitère la déclaration du Président de la Zambie selon laquelle toute attaque dirigée contre le Mozambique sera considérée comme une attaque contre la Zambie.

24. On ne saurait trop souligner la nécessité pour la communauté internationale d'agir afin d'éliminer les principaux obstacles à la paix et à la sécurité en Afrique australe. Il est temps en effet que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures concrètes car les nombreux appels lancés au régime Smith n'ont pas été entendus. La communauté internationale doit maintenant soutenir fermement les Etats les plus exposés et les mouvements de libération. L'assistance que recherche le Mozambique est importante car elle doit lui permettre de renforcer ses moyens dans la lutte pour la libération du Zimbabwe.

25. La communauté internationale a cette chance que, en ce moment critique de l'histoire de l'Afrique australe, le Mozambique soit dirigé par des hommes et des femmes capables, dévoués, mûrs et clairvoyants, qui ont pris une mesure audacieuse et courageuse en fermant la frontière avec la Rhodésie du Sud.

26. Sous l'égide de ces dirigeants, le Mozambique a entrepris une politique de non-alignement positive et l'édification d'une société non raciale. Les grands principes et idéaux du FRELIMO (*Frente de Libertação de Moçambique*) permettront à ce pays de devenir une oasis de paix et de tranquillité dans une Afrique australe en proie à la tourmente. La communauté internationale ne peut se permettre de tourner le dos à cette jeune nation pleine de promesses et elle doit lui accorder rapidement une assistance généreuse. L'échec du Mozambique signifierait l'échec de l'Afrique et des nations progressistes du monde.

27. Le représentant de la Zambie note que certains Etats géographiquement éloignés de la Rhodésie du Sud et dotés d'une économie florissante violent pourtant systématiquement les sanctions de l'Organisation des Nations Unies contre le régime illégal Smith. Il faut espérer que ces Etats Membres réexamineront leur position et se joindront au Mozambique et au reste de la communauté internationale pour renforcer les sanctions contre la Rhodésie du Sud. Eu égard aux mesures prises à l'unanimité par le Conseil de sécurité en vue d'étendre la portée des sanctions contre la Rhodésie du Sud, il importe de maintenir l'élan acquis et de faire appliquer les sanctions par tous les pays afin d'appuyer la lutte du peuple du Zimbabwe pour libérer son pays. Le régime Smith doit donc être soumis à un siège en règle.

28. Le cas de l'Afrique du Sud, Membre de l'Organisation des Nations Unies, qui a refusé ouvertement et avec arrogance d'imposer des sanctions contre le régime illégal Smith, est extrêmement fâcheux. L'Afrique du Sud montre par son attitude un mépris évident pour les décisions de l'Organisation des Nations Unies et, plus qu'aucun autre pays, a ainsi empêché le régime de sanctions d'être pleinement efficace. En choisissant cette voie, l'Afrique du Sud a de fait opté pour des changements violents en Rhodésie du Sud car les sanctions avaient été conçues comme un moyen pacifique de réprimer la révolte de la colonie britannique.

29. La délégation zambienne espère que le Conseil adoptera à l'unanimité une résolution constructive sur l'assistance au Mozambique et qu'une aide concrète bilatérale et multilatérale sera accordée à ce pays. Tout retard ne ferait qu'aggraver les problèmes du Mozambique.

30. M. KAISER (Bangladesh) rappelle que, lors de la réunion, tenue à Kingston du 29 avril au 6 mai 1975, des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, ceux-ci ont décidé que des mesures positives devraient être prises au niveau international pour renforcer et étendre les sanctions contre le régime illégal et minoritaire de la Rhodésie du Sud et ont souligné l'importance de mesures concrètes et immédiates pour aider le Mozambique à appliquer ces sanctions. En tant que membre du Commonwealth, le Gouvernement du Bangladesh a activement appuyé cette importante décision prise par les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ainsi que la décision ultérieure du Comité des sanctions du Commonwealth d'accorder une assistance immédiate au Mozambique après sa décision d'imposer ces sanctions.

31. La délégation du Bangladesh a accueilli avec satisfaction l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 386 (1976) demandant que soit apportée immédiatement une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique, de façon qu'il puisse exécuter son programme de développement et soit mieux à même d'appliquer pleinement le régime des sanctions.

32. M. Kaiser note que les premières mesures du Conseil de sécurité établissant des sanctions obligatoires contre le régime minoritaire de Rhodésie du Sud ont été prises il y a près d'une décennie mais que leur exécution a été loin d'être parfaite. Il est donc particulièrement admirable qu'un pays en



développement nouvellement indépendant comme le Mozambique, déjà assailli par de graves problèmes économiques hérités du système colonial, ait pris la difficile décision de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud, en pleine conformité avec les décisions du Conseil de sécurité et la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement du Bangladesh se félicite de cette décision courageuse qui témoigne de l'engagement profond et durable du Gouvernement et du peuple du Mozambique pour la cause de la liberté et de la justice et qui donne un magnifique exemple aux autres pays.

33. La Mission qui s'est rendue au Mozambique en avril a indiqué dans son rapport les problèmes auxquels est confronté ce pays par suite de sa décision de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud et l'ampleur de l'assistance nécessaire pour lui permettre de faire face à la situation dans laquelle il s'est placé. Selon les estimations de la Mission, le coût direct pour le Mozambique de l'application des sanctions peut s'élever à 156 millions de dollars pour les 12 prochains mois et à 132 millions de dollars annuellement par la suite. L'étroite dépendance économique d'1 Mozambique vis-à-vis de la Rhodésie du Sud, héritée du passé colonial a créé des difficultés particulières. Dans pareilles situations, il est très fréquent de sous-estimer l'étendue des pertes. Pays en développement nouvellement indépendant, le Mozambique a parfaitement le droit d'espérer de la communauté internationale une aide importante pour son développement. A cette assistance normale doit s'ajouter une assistance supplémentaire, pour permettre au Mozambique de supporter le coût extrêmement lourd qu'entraîne pour lui l'application des sanctions. Le rapport fait état de l'ampleur de l'assistance matérielle, technique et financière nécessaire au Mozambique.

34. On ne peut évidemment pas s'attendre que ce pays supporte seul cette lourde charge. Le Gouvernement et le peuple mozambicains ont certes pris la décision audacieuse mais difficile de remplir une obligation qui incombe à toute la communauté internationale. Mais la responsabilité de mettre fin au régime illégal minoritaire en Rhodésie du Sud et d'y instaurer un gouvernement majoritaire n'incombe pas uniquement au Mozambique mais à tous les Etats, notamment ceux qui sont responsables de la situation actuelle et sont mieux à même d'aider à la changer. Il est donc du devoir de la communauté internationale de venir rapidement et efficacement en aide au Mozambique.

*M. Šmíd (Tchécoslovaquie) prend la présidence.*

35. M. LUCHTERHAND (République démocratique allemande) fait observer que son gouvernement a participé activement aux programmes d'assistance pour l'Ethiopie, le Guatemala et Madagascar. Dans le cas de l'Ethiopie qui a été frappée par la sécheresse, le Gouvernement de la République démocratique allemande a fait quatre envois directs de médicaments d'excellente qualité, d'aliments pour enfants et pour bébés, de couvertures, de tentes et de vêtements. Le Comité de la Croix-Rouge de la République démocratique allemande a envoyé des fournitures médicales, en particulier des médicaments d'excellente qualité et des pansements, pour aider les victimes du tremblement de terre au

Guatemala. Le Gouvernement de la République démocratique allemande a affrété un avion spécial pour transporter des vêtements et des vivres à Madagascar, qui a récemment été frappée par des cyclones.

36. Selon la délégation de la République démocratique allemande, les mesures tendant à fournir une assistance économique au Mozambique ne pouvaient être examinées indépendamment de la situation politique en Afrique australe. Les massacres auxquels se sont livrés les racistes de la Rhodésie du Sud et les attaques sauvages lancées contre la République populaire du Mozambique sont une preuve supplémentaire de la politique redoutable du régime de Smith qui, en violation du droit international, menace la paix et la sécurité en Afrique australe et dans le monde entier.

37. L'appel lancé par le Gouvernement mozambicain à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle manifeste sa solidarité avec le peuple mozambicain dans la lutte qu'il mène contre les actes d'agression perpétrés par le régime illégal de la Rhodésie du Sud a été reçu avec sympathie par tous les Etats Membres qui cherchent véritablement et sincèrement à éliminer ce régime colonial et raciste. Le Gouvernement de la République démocratique allemande ainsi que d'autres Etats ont exprimé, devant plusieurs organes des Nations Unies et ailleurs, leur appui inconditionnel à la lutte que mènent les peuples de l'Afrique australe pour éliminer radicalement toutes les formes de colonialisme, de racisme et la politique d'*apartheid*. Cette même attitude a été adoptée à l'égard de la République populaire du Mozambique, à laquelle le Gouvernement de la République démocratique a accordé un appui en formant des ouvriers qualifiés, en envoyant du matériel médical, en fournissant une assistance médicale directe, et en procurant une aide dans le domaine de l'information et de l'enseignement. En 1975, un accord a été conclu entre le Gouvernement de la République démocratique et le Gouvernement mozambicain prévoyant une assistance économique, technique, scientifique et autre. En outre, le Gouvernement de la République démocratique accordera dans l'avenir, dans la mesure de ses possibilités et selon les modalités appropriées, une assistance politique, morale et matérielle au Mozambique.

38. La délégation de la République démocratique allemande se félicite que cette question soit examinée et elle espère que le Conseil adoptera des décisions capables de garantir une assistance et un appui efficaces au peuple mozambicain dans la lutte politique et économique légitime qu'il mène contre le régime raciste de la Rhodésie du Sud.

39. Le Gouvernement de la République démocratique allemande continuera à fournir dans le cadre de sa politique nationale un tel appui politique, moral et matériel aux peuples opprimés pour des raisons coloniales et racistes pour les aider à lutter pour l'autodétermination et l'indépendance nationales et sociales.

40. M. ÅLGÅRD (Norvège), prenant la parole au nom des délégations danoise et norvégienne, ainsi que des délégations finnoise et suédoise qui siègent en qualité d'observateurs, dit que la décision prise par la République populaire du Mozambique de fermer sa frontière avec la Rhodésie du Sud et d'appliquer

strictement le régime des sanctions est, tout comme la décision précédemment prise par le Gouvernement zambien, un exemple remarquable de solidarité entre les nations africaines.

41. Les délégations nordiques étudieront soigneusement le rapport détaillé présenté par la Mission envoyée au Mozambique par le Secrétaire général. Ces délégations estiment qu'en adoptant la résolution 386 (1976) le Conseil de sécurité consacre un point de vue qu'elles défendent depuis longtemps, à savoir que c'est à la communauté internationale qu'il incombe de mettre un terme aux vestiges du colonialisme et des régimes minoritaires racistes qui maintiennent encore leur emprise en Afrique australe. Evidemment, c'est surtout aux Etats africains indépendants de la région qu'il appartient, du fait de leur proximité géographique, de s'acquitter de cette tâche. Toutefois, lorsqu'ils assument leurs responsabilités aussi courageusement que le Mozambique, ils méritent l'appui de la communauté internationale.

42. Les pays nordiques ont accordé un appui moral, humanitaire et économique aux mouvements qui luttent pour l'indépendance nationale et contre la discrimination raciale en Afrique australe et ils ont accueilli avec satisfaction les mesures tendant à réaliser ces objectifs. Le fait le plus récent et le plus encourageant à cet égard a été le démantèlement de l'empire colonial portugais qui a entraîné l'indépendance du Mozambique et d'autres Etats. Les pays nordiques, qui ont appuyé le FRELIMO dans le passé, accorderont maintenant leur appui au Gouvernement mozambicain dans les efforts qu'il déploie pour transformer une économie conçue pour servir les intérêts de la puissance coloniale en une économie visant à satisfaire les besoins et les espoirs des habitants eux-mêmes. Comme dans le cas de la Zambie, les pays nordiques appuieront les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et ses différents programmes et institutions pour fournir une assistance efficace au Mozambique et pour alléger le fardeau supplémentaire que doit porter son peuple pour avoir respecté strictement les décisions de l'Organisation des Nations Unies d'appliquer des sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Les pays nordiques ont envoyé leurs propres missions d'enquête au Mozambique pour examiner la possibilité de fournir une plus grande assistance à ce pays. Il reste à espérer que des programmes d'assistance bilatérale seront mis en place et contribueront largement au développement du Mozambique.

43. Les délégations nordiques souscrivent pleinement à l'appel lancé dans la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité et elles espèrent que tous les pays assumeront la part de responsabilité qui leur incombe comme le Mozambique l'a fait, au nom de la solidarité internationale et en signe de respect pour les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Une réponse positive de la communauté internationale contribuerait à renforcer le rôle de l'Organisation dans l'élimination du colonialisme et de la discrimination raciale.

44. M. HSING Sung-yi (Chine) dit que, face au développement rapide et dynamique des mouvements de libération nationale en Afrique australe, aux progrès enregistrés par la lutte armée au Zimbabwe et au renforcement du blocus et des sanctions par les voisins

de la Rhodésie du Sud, le régime raciste se trouve plus que jamais isolé et en proie à des difficultés considérables. Ouvrant de concert avec le régime raciste sud-africain, le régime raciste de la Rhodésie du Sud intensifie sa répression militaire et ses menaces dans un dernier effort désespéré. Récemment, il a même pénétré au Mozambique pour soi-disant se lancer à la poursuite des guérilleros; cet acte a provoqué l'indignation et s'est attiré la condamnation de l'opinion publique en Afrique et dans le reste du monde. Afin de conserver les avantages de la victoire et d'appuyer la lutte de libération menée par le peuple du Zimbabwe, le Gouvernement et le peuple mozambicains se sont lancés dans une lutte impitoyable contre le régime raciste de Smith. Malgré les lourdes pertes que cette décision risque d'entraîner, le Président du Mozambique, Samora Machel, a déclaré énergiquement la fermeture de toute la frontière avec la Rhodésie du Sud en application de la résolution du Conseil de sécurité concernant les sanctions prises contre ce pays. Cette juste décision a été saluée et appuyée par les Etats africains et par tous les pays et peuples dévoués à la cause de la justice.

45. Le Gouvernement et le peuple chinois approuvent pleinement et appuient fermement cette juste mesure prise par le Gouvernement et le peuple mozambicains. A leur avis, l'Organisation des Nations Unies a une responsabilité à laquelle elle ne peut se dérober, qui est d'appuyer la décision prise par le Gouvernement et le peuple mozambicains et de les aider à surmonter les difficultés qui en résulteront. Le Conseil économique et social a le devoir d'examiner la question de l'assistance au Mozambique, conformément à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité. De même, les organismes compétents du système des Nations Unies devraient fournir au Mozambique une assistance sous différentes formes et examiner cette question périodiquement. Le Gouvernement chinois est absolument convaincu que, si le Gouvernement et le peuple mozambicains poursuivent leurs efforts, avec l'appui des peuples du monde entier, ils parviendront à surmonter les difficultés économiques qu'entraînent pour eux l'application des sanctions économiques contre le régime raciste de la Rhodésie du Sud et remporteront des victoires encore plus grandes dans la lutte qu'ils mènent pour combattre le colonialisme et le racisme et aider les peuples de l'Afrique australe à conquérir leur indépendance.

46. M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine) se rallie aux points de vue exprimés par les orateurs précédents sur cette question. L'action de la communauté internationale en vue de soutenir l'un de ses membres a rarement été plus justifiée que dans le cas du Mozambique, pays africain ayant récemment accédé à l'indépendance qui n'a pas hésité à appliquer pleinement les sanctions prévues contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud.

47. La courageuse décision du Président du Mozambique est à la fois un symbole et un exemple qui exigent de la communauté internationale qu'elle fasse sans hésiter preuve de coopération et de solidarité à l'égard de ce pays. La décision du Mozambique est d'autant plus remarquable et digne d'éloges que ce pays vient d'accéder à l'indépendance et qu'il doit maintenant entreprendre la tâche complexe de réorienter son plan de développement pour l'adapter à sa nouvelle situation d'entité économique indépendante.

48. La délégation argentine adresse ses félicitations à la Mission qui a été envoyée au Mozambique en application de la résolution pertinente du Conseil de sécurité et fait observer que l'excellent rapport qu'elle a établi contient des renseignements détaillés sur les coûts directs de l'application des sanctions économiques dans tous les secteurs. En outre, les coûts indirects qui seront particulièrement élevés cette année doivent être examinés de manière approfondie, étant donné que la communauté internationale devra fournir au Mozambique une assistance à long terme.

49. En conséquence, la délégation argentine estime elle aussi que les préoccupations exprimées devraient toutes être reflétées dans un projet de résolution en vue d'amener toutes les institutions et tous les organismes et programmes du système des Nations Unies, en particulier le PNUD et les institutions financières internationales, à apporter leur total soutien au Mozambique. Le représentant de l'Argentine se range à l'avis de ceux qui considèrent que la situation est exceptionnelle et qu'il convient de prendre des mesures exceptionnelles pour y faire face.

50. Le Gouvernement argentin examinera d'urgence la possibilité de participer autant qu'il le pourra à toute action de solidarité internationale avec le Mozambique.

51. M. KAUFMANN (Observateur des Pays-Bas), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le Gouvernement mozambicain, indépendant depuis peu, a pris une décision admirable en donnant la preuve qu'il était disposé à alourdir encore le fardeau qui est le sien en tant que nation en développement, en fermant ses frontières avec la Rhodésie du Sud conformément aux obligations internationales. Le rapport de la Mission qui s'est rendue au Mozambique fait apparaître clairement que les effets de l'application des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud pourraient sérieusement entraver l'exécution du programme de développement national du Mozambique dont l'objectif est de répondre au besoin urgent d'une production économique plus équilibrée. Le Gouvernement néerlandais adopte le point de vue de ceux qui pensent que la communauté internationale ne peut tolérer qu'un pays, situé à proximité d'un autre pays contre lequel des sanctions sont appliquées, voie ses efforts de développement compromis par le fait d'avoir rempli ses obligations internationales, et il estime que l'ensemble de la communauté internationale devrait l'aider à porter ce fardeau. En conséquence, le Gouvernement néerlandais voudrait annoncer que, en réponse à la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, il accordera au Mozambique un prêt de 4 millions de dollars à des conditions avantageuses en vue de l'aider à faire face aux lourdes conséquences que représente pour lui l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud; ce prêt viendra en sus de son programme d'assistance bilatérale fournie par les voies normales.

52. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'Union soviétique a toujours fourni une assistance morale et matérielle au peuple mozambicain, directement et par l'intermédiaire de l'OUA, et qu'il continue à le faire. En février 1976, l'Union soviétique a signé un certain nombre d'accords d'assistance économique, technique et autres avec la République populaire du Mozambique.

53. L'Union soviétique fonde ses relations avec le Mozambique sur les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat et le plein respect du droit sacré du Mozambique à suivre la voie qu'il a choisie pour assurer son développement. L'Union soviétique condamne vivement les actes d'agression perpétrés par le régime illégal de la Rhodésie du Sud contre le Mozambique, et assure ce pays de sa solidarité et de son soutien pour les vastes programmes qu'il a entrepris d'exécuter en vue d'apporter des changements sur le plan économique et social.

54. M. DONNELLY (Royaume-Uni) dit que le rapport du Secrétaire général sur la Mission au Mozambique est le fruit d'un travail approfondi et ardu et qu'il sera d'une grande utilité pour identifier les domaines prioritaires dans lesquels ce pays a un besoin urgent d'assistance. La décision prise par le Gouvernement mozambicain d'appliquer pleinement les sanctions prévues par l'Organisation des Nations Unies contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud est un acte courageux et le Gouvernement britannique est pleinement conscient des incidences énormes qu'aura cette décision sur l'économie du Mozambique ainsi que de la nécessité de fournir une assistance internationale pour promouvoir le développement normal du Mozambique, sur le plan économique et social. En conséquence, le Gouvernement britannique a offert d'apporter au Mozambique une assistance financière d'un montant total de 15 millions de livres au cours des prochaines années, montant sur lequel une somme de 5 millions de livres sera versée à bref délai sous forme de prêt à des conditions avantageuses. Une équipe du Ministère du développement d'outre-mer étudiera prochainement les détails d'une assistance technique avec le Gouvernement mozambicain. Le Gouvernement britannique espère que le Commonwealth pourra établir un programme d'assistance technique qui complétera les activités des donateurs bilatéraux du Commonwealth et les efforts du système des Nations Unies; il est disposé à appuyer un programme de ce type. Il espère que des contacts étroits pourront être maintenus entre l'Organisation des Nations Unies et le Commonwealth en faveur du Mozambique. Il approuve la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité et continuera de participer aux efforts déployés pour aider le Gouvernement du Mozambique.

55. M. COSTA LOBO (Portugal) rappelle que, à la trentième session de l'Assemblée générale, le Portugal s'est prononcé en faveur de l'application de sanctions contre la Rhodésie du Sud, mais qu'il a également appelé l'attention de la communauté internationale sur les pertes et sacrifices que leur mise en œuvre représenterait pour les Etats voisins, à savoir le Mozambique et la Zambie. En conséquence, le Gouvernement portugais appuiera sans réserve toute initiative visant à mettre en place un programme précis d'assistance en faveur de la République populaire du Mozambique en vue de compenser les pertes financières, économiques et sociales énormes qu'il subira inévitablement du fait de la pleine application des sanctions. Le Gouvernement portugais se félicite vivement de l'adoption de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, par laquelle l'ensemble du système des Nations Unies et tous les Etats Membres sont invités à fournir une assistance immédiate au

Mozambique. La délégation portugaise est convaincue que les renseignements et les conclusions que contient le rapport du Secrétaire général en ce qui concerne les difficultés rencontrées par le Mozambique permettront aux Etats Membres d'évaluer les effets négatifs qu'aura sur l'économie du Mozambique l'application des sanctions et de fournir à ce pays une assistance

appropriée, par des voies bilatérales ou multilatérales. Le Gouvernement portugais accorde déjà au Mozambique une assistance bilatérale et appuiera pleinement toutes mesures d'assistance prises par le Conseil.

*La séance est levée à 13 heures.*

## 1997<sup>e</sup> séance

Lundi 10 mai 1976, à 11 h 15.

*Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).*

E/SR.1997

### POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Assistance au Mozambique (suite) [E/5812 et Add.1]

1. M. LINDENBERG SETTE (Brésil) dit que le Gouvernement de la République populaire du Mozambique, qui doit résoudre non seulement les difficultés qui assaillent d'ordinaire un pays en développement, mais encore les problèmes propres à un pays qui accède à l'indépendance après avoir combattu pendant 10 ans pour sa liberté, a néanmoins pris à l'égard de la Rhodésie du Sud, conformément à la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, des mesures qui ont eu de graves répercussions sur l'économie mozambicaine. Il importe au plus haut point que la communauté internationale soutienne une telle prise de position. En conséquence, le Gouvernement du Brésil, s'inspirant des dispositions de la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, est prêt à fournir, dans la mesure de ses possibilités, toute l'aide qui pourrait lui être demandée sur les plans financier, technique et matériel et à s'aligner sur la ligne de conduite que le Conseil économique et social décidera d'adopter sur le plan international.

2. M. RAE (Canada) estime que le rapport établi par la Mission envoyée par le Secrétaire général au Mozambique (voir E/5812 et Add.1) s'avérera extrêmement utile aux gouvernements lorsqu'ils mettront sur pied un programme coordonné d'aide au Mozambique. Lors de leur réunion à Kingston (29 avril-6 mai 1975), les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ont approuvé à l'unanimité l'envoi immédiat de fonds de secours au Gouvernement du Mozambique, de façon à aider celui-ci à prendre des sanctions contre la Rhodésie du Sud, et ont appuyé la création par l'Organisation des Nations Unies, conformément aux Articles 45 et 50 de la Charte des Nations Unies, d'un programme d'assistance au Mozambique. Depuis, le Comité des sanctions du Commonwealth a décidé qu'un programme technique spécial destiné au Mozambique devait être institué par l'intermédiaire du Fonds de coopération technique du Commonwealth. Le 30 avril 1976, le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada a annoncé que son gouvernement, s'inspirant de la décision de la réunion des pays du Commonwealth et de la résolution 386

(1976) du Conseil de sécurité, octroierait au Gouvernement du Mozambique des subventions au titre de l'aide alimentaire, jusqu'à concurrence de 3 millions de dollars canadiens. Les frais d'expédition, ainsi que d'autres frais connexes, seront couverts par ces subventions. Le Canada pourra fournir des denrées alimentaires : blé, farine de froment, lait écrémé en poudre, poisson, haricots, huile de colza et poudre d'œufs, dont certaines, selon le document E/5812, seraient nécessaires de toute urgence.

#### *Organisation des travaux*

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), évoquant la question de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, rappelle que le Conseil avait prévu d'examiner, lors de la séance en cours, ses mécanismes subsidiaires, les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, le règlement intérieur des commissions techniques et enfin la liste des organes subsidiaires qui reçoivent des comptes rendus de séance.

4. A propos des négociations relatives à un accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole (FIDA), M. Cordovez annonce que le Secrétaire général a convoqué une conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Rome les 10 et 11 juin 1976, et qui devrait en principe créer une commission préparatoire habilitée à négocier un accord régissant les relations du FIDA et de l'ONU. En conséquence, il incombera au Conseil de nommer les membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales qui devra conclure un accord avec le FIDA. Le Conseil pourrait également souhaiter examiner la question des dispositions à prendre en vue de la négociation.

5. S'agissant des points 2, 10 et 11 de l'ordre du jour, M. Cordovez précise que le Yémen a fait savoir au Secrétariat qu'il aurait souhaité se porter auteur des projets de résolution E/L.1715, E/L.1711 et E/L.1712, mais que des raisons indépendantes de sa volonté l'en avaient empêché.

*La séance est levée à 11 h 35.*